

Main dans la main : société civile et protection des personnes réfugiées

Bilan du 9^e Symposium suisse sur l'asile des 2 et 3 mai 2024

Pendant un jour et demi, plus de 360 personnes issues de la société civile, de l'administration et des milieux scientifique et politique se sont intéressées à l'engagement de la société civile en faveur de la protection des personnes réfugiées. Une importance particulière a été accordée au rôle des organisations dirigées par des personnes réfugiées et à la participation des personnes réfugiées. Comme le démontrent le nombre élevé de participant·e·s et les discussions passionnées qui ont eu lieu lors de l'événement, le thème choisi cette année par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) répondait à un besoin actuel d'information et d'échange.

Le programme montrait déjà toute l'importance de la participation des personnes réfugiées pour l'équipe d'organisation. Le Symposium s'est ouvert sur une intervention captivante de Maryam Sediqi, de l'organisation Afghan Women Association Switzerland (AWAS), sur la portée du bénévolat.

Le rôle de la société civile dans la protection des personnes réfugiées

Dans son exposé d'introduction, Beat Jans, le nouveau chef du Département fédéral de justice et police (DFJP), a abordé le rôle des bénévoles dans la protection des personnes réfugiées en Suisse. Il les a qualifié·e·s de « ciment de notre société » et a souligné la volonté d'impliquer la société civile dans le développement de la politique d'asile. Ont suivi des interventions de Patricia Danzi, directrice de la Direction du développement et de la coopération (DDC), sur le renforcement des parties prenantes locales de la société civile dans la politique migratoire extérieure de la Suisse, et de Philippe Leclerc, directeur du Bureau européen du HCR, sur le rôle de la société civile dans la lutte contre les défis actuels de la politique en matière d'asile en Europe. Marion Fresia, chargée d'enseignement à l'Université de Neuchâtel, a souligné dans son exposé scientifique les domaines dans lesquels l'État et la société civile peuvent utilement se compléter tout en insistant sur l'importance pour la société civile de conserver son indépendance et de demeurer une partie prenante critique dans le domaine de l'asile. Elle a également relevé le risque que l'État se défausse de ses responsabilités sur la société civile.

La parole a aussi été directement donnée à la société civile et à ses représentant·e·s. Livia Amacker, de l'organisation Queeramnesty, a posé un regard critique sur les défis toujours plus nombreux auxquels les organisations de la société civile sont confrontées dans la protection des personnes réfugiées. L'après-midi a été consacré à une discussion animée par des représentant·e·s de quatre organisations bénévoles, dont deux dirigées par des personnes réfugiées. La question du bénévolat a de nouveau été abordée le second jour avec l'intervention de Carine Fleury Bique, de la Croix-Rouge Suisse.

Nécessité d'une plus grande participation des personnes réfugiées

Christine Schraner Burgener, secrétaire d'État aux migrations, a cité des exemples de consultations menées avec des personnes réfugiées. Elle a annoncé la mise en place de structures participatives en consultation avec les personnes réfugiées au cours des quatre prochaines années dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris par la Suisse lors du Forum mondial sur les réfugiés. De son côté, Shaza Alrihawi a expliqué comment rendre la participation des personnes réfugiées significative et a retracé les progrès réalisés en la matière lors de forums internationaux. Mahtab Aziztaemeh a présenté la façon dont le Parlement des réfugiés encourage la participation des personnes réfugiées aux processus décisionnels, tandis que Mark Bamidele Emmanuel, de Diaspora TV, a montré comment une entreprise médiatique dirigée par des personnes réfugiées contribue à informer les personnes ayant un parcours migratoire. Enfin, Mohammed Jouni, chargé d'enseignement et militant vivant à Berlin, a expliqué comment les personnes réfugiées s'engagent à l'échelle politique malgré les restrictions et a plaidé pour une politique inclusive. En guise de clôture, des représentant·e·s de l'administration, des milieux politique et scientifique et du Parlement des réfugiés ont discuté des défis actuels à relever pour assurer la participation active des personnes réfugiées et élaboré des pistes de solution.

Certains aspects du thème du Symposium ont par ailleurs pu être approfondis grâce à un large éventail d'ateliers.

Conclusion

Dans leur discours de clôture, Anja Klug, directrice du bureau du HCR pour la Suisse et le Liechtenstein, et Miriam Behrens, directrice de l'OSAR, ont souligné qu'à terme, il devrait aller de soi que les personnes réfugiées participent aux décisions qui les concernent. Un premier défi de taille à cette fin est de changer le langage utilisé pour parler des personnes réfugiées, qui ne doivent plus être vues comme des personnes ayant besoin d'aide, mais comme des individus dotés de capacités et de compétences qui leur permettent de contribuer à la prospérité des sociétés. Elles ont invité l'ensemble des participant·e·s à s'engager au sein de leurs organisations et structures en faveur d'une meilleure participation des personnes réfugiées.

Enfin, elles ont souligné l'urgence de fournir plus de ressources au domaine du bénévolat et d'améliorer l'accès de ses représentant·e·s aux autorités publiques, faisant là encore écho à une demande formulée à plusieurs reprises au cours du Symposium.